

Réforme des retraites : Roussel dit que le PCF se «pose la question» de continuer à siéger au Parlement

Par Pierre Lepelletier

Publié il y a 1 heure ,

Mis à jour il y a 58 minutes



Fabien Roussel, député et secrétaire national du PCF. EMMANUEL DUNAND / AFP

Alors que l'exécutif n'entend pas céder aux contestations, le secrétaire national communiste ne veut pas revenir à l'Assemblée «comme si de rien n'était» .

La grève s'étendra-t-elle bientôt jusque dans les rangs de l'Assemblée nationale? «*C'est une question que nous nous posons*», a indiqué vendredi matin le secrétaire national du PCF Fabien Roussel sur BFM TV, après une nouvelle journée de mobilisation d'ampleur jeudi. «*Est-ce que l'on peut, nous, députés, sénateurs, continuer de travailler, de discuter avec les ministres, avec le gouvernement, comme si de rien n'était? Comme si rien ne se passait en ce moment? Comme si c'était juste des manifestations? Est-ce qu'après une grande journée comme jeudi, nous pouvons*

retourner dans l'hémicycle et dire 'c'est quoi le menu aujourd'hui?'», a insisté le député du Nord, alors que l'exécutif n'entend pas céder aux contestations. Après le recours à l'article 49.3 pour adopter la réforme des retraites à l'Assemblée la semaine dernière, Fabien Roussel avait déjà estimé que le Parlement «avait été bafoué et humilié».

«Nous sommes du côté du monde du travail, du côté de ceux qui manifestent, du côté de l'intersyndical, et donc nous voulons aussi apporter notre pierre à cette mobilisation et à ce combat», a voulu souligner Fabien Roussel. Face à cette «situation de crise politique, sociale, économique, démocratique, extrêmement grave», le communiste a rappelé que, jusqu'ici, l'intersyndicale et les opposants politiques avaient essayé de «faire en sorte que la colère s'exprime de manière pacifique et déterminée». Mais au regard de l'évolution du mouvement, le communiste estime qu'il y a «une possibilité» que ces derniers «laissent le proutident de la République face à la colère du peuple, et nul ne peut savoir comment cela peut se traduire demain». Un moyen de maintenir la pression sur l'exécutif.

À lire aussi

Retraites : la motion de censure transpartisane a-t-elle une chance d'être adoptée ? 🇫🇷

Retraites : Aurore Bergé accuse des députés LR d'avoir voulu négocier leur vote contre le financement d'un contournement autoroutier

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

Édouard Philippe: «Après les retraites, l'immobilisme c'est la garantie du déclassement» 🇫🇷

